

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 25 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



ROMI RECYCLAGE (RENNES)

46 Rue du Manoir de Servigné
35000 RENNES

Références : UD35/2022-316

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement ROMI RECYCLAGE (RENNES) implanté 46 Rue du Manoir de Servigné 35000 RENNES.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agissait d'une inspection inopinée pour vérifier la bonne appropriation du renforcement des prescriptions relatives au confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie (APC du 07/01/22).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROMI RECYCLAGE (RENNES)
- 46 Rue du Manoir de Servigné 35000 RENNES
- Code AIOT dans GUN : 0005514972
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement est un centre de tri-transit de déchets dangereux et non-dangereux, essentiellement du bois et des ferrailles ainsi que des déchets d'activité économique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Bonne appropriation du renforcement des prescriptions relatives au confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives en d'absence de réponse dans le délai de deux mois :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositif existant et efficace	Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 7.4.1	/	Sans objet
Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 7.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Descriptif technique et dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 7.4.1	/	Sans objet
Entretien	Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 7.4.1	/	Sans objet
Tests annuels et CR	Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 7.4.1	/	Sans objet
Exercices annuels	Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 7.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence la nécessité de poursuivre les actions de formation et de sensibilisation vers le personnel en ce qui concerne la fermeture des vannes de confinement en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositif existant et efficace

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : VI. Le dispositif physique et / ou organisationnel permettant le recueil de l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre visé au point précédent est activable en toutes circonstances. Sa mise en oeuvre est suffisamment rapide pour être efficace dès la survenue du sinistre.
Constats : Le dispositif de confinement consiste en la fermeture manuelle de trois vannes disposées en aval des séparateurs d'hydrocarbures. Cela permet la montée en charge du réseau puis la rétention des eaux sur la plate-forme (pentes). Les clefs de manœuvre des vannes sont installées à demeure et correctement signalées. La fermeture complète d'une vanne prend un peu moins d'une minute. Des essais de mise en charge ont été réalisés avec succès les 07 et 10 janvier 2022, montrant l'efficacité du dispositif. Lors de l'inspection, l'accès à la vanne Est (ferrailles) était impossible, le passage étant obstrué par un tas de ferrailles infranchissable. Selon l'exploitant, cette situation était exceptionnelle et liée à des opérations de tri temporaires et peu fréquentes. > L'exploitant indique les dispositions prises pour garantir l'accès aux vannes en toutes circonstances.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Descriptif technique et dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection un descriptif précis de ce dispositif et des éléments démontrant son bon dimensionnement ainsi que son aptitude à satisfaire les présentes exigences en matière de disponibilité et de rapidité de mise en oeuvre.
Constats : L'efficacité du dispositif a été démontré par le test "grandeur nature" réalisé en janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Ce dispositif est correctement entretenu.
Constats : Les vannes en tant que telles ne nécessitent pas d'entretien. Elles sont périodiquement manœuvrées. Les séparateurs en amont ont été entretenus le 11 octobre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Tests annuels et CR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 74.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Il est testé, notamment en ce qui concerne la rapidité de mise en oeuvre, dans le mois qui suit son installation puis au moins annuellement. Les résultats de ces opérations sont enregistrés et tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : Test réalisé en début d'année. > Les prochains test pourront être réalisés en employant la quantité d'eau juste nécessaire pour s'assurer de l'étanchéité des vannes une fois fermées (il ne sera pas nécessaire de refaire monter les réseaux en eau).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 74.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Le personnel est formé à la mise en oeuvre de ce dispositif.
Constats : Quelques employés interrogés déclarent ne pas avoir été informés des consignes relatives à la fermeture des vannes en cas d'incendie. L'exploitant déclare toutefois avoir réalisé une sensibilisation orale sur ce point. Il indique également qu'il demande aux formateurs "incendie / extincteurs" d'en parler. Enfin, une formation aux enjeux environnementaux (suivie d'un quizz) prévue le 16 juin prochain abordera spécifiquement cette question. > L'exploitant transmettra à l'Inspection des justificatifs de bonne réalisation de la formation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Exercices annuels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2021, article 74.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Des exercices, dont les résultats sont enregistrés et tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées, sont réalisés dans le mois qui suit son installation puis au moins annuellement.
Constats : > Mise en œuvre des vannes à intégrer formellement aux exercices incendie annuels.
Type de suites proposées : Sans suite